

DE NOMBREUSES CIMENTERIES À L'ARRÊT

Le prix du ciment a doublé

Le prix du ciment a pratiquement doublé, atteignant 1900 DA, soit trois fois le prix du sac de 50 kg, en raison du fait que de nombreuses cimenteries sont à l'arrêt technique, affirme Abdelmadjid Dennouni, président de la Confédération générale du patronat du BTPH (CGP-BTPH), contacté hier.

Younès Djama- Alger (Le Soir) - Selon lui, le beau temps a fait que la demande sur ce matériau n'a pas diminué. Ajoutez à cela le fait que les cimenteries n'ont pas fait un programme des arrêts, puisqu'elles se sont arrêtées en même temps pour des raisons de maintenance. Ce qui a de tout temps été le cas. Une situation contre laquelle a, maintes fois, alerté cette organisation professionnelle sans que ces appels soient entendus. Les conséquences de cette hausse des prix du ciment est que les chantiers ne vont pas tarder à prendre des surcouts et que des chantiers sont à l'arrêt. Le président de la CGP-BTPH tire la sonnette d'alarme sur une situation qu'il juge préjudiciable. A savoir le fait que les cimenteries s'arrêtent en même temps pour des travaux de maintenance, déplorant qu'il n'y ait pas de roulement. A titre d'exemple, la

cimenterie de Béni Saf est à l'arrêt depuis pratiquement deux mois et celle de Zahana depuis un mois, déplore Dennouni qui trouve « anormal que des cimenteries se trouvant dans la même région s'arrêtent en même temps ». En tout, ce sont une dizaine de cimenteries qui se mettent en arrêt technique à la fois, tonne encore Dennouni qui préconise de mettre en place un planning d'arrêt de sorte que des cimenteries s'arrêtent tandis que d'autres prennent le relais. « Il faut faire la maintenance, bien sûr, encore cela doit se faire en basse saison », recommande-t-il. Le président de la CGP-BTPH dit ne pas s'expliquer le fait que dans le marché informel, le ciment est disponible en grandes quantités. « Vous pouvez acheter 2000 tonnes de ciment dans le marché parallèle », s'offusque Dennouni qui déplore qu'au niveau des cimenteries ce



Ce sont une dizaine de cimenteries qui se mettent en arrêt technique à la fois.

matériau en vient souvent à manquer. Pour Abdelmadjid Dennouni, il est temps de réguler et contrôler par la suite. Par la régulation, il entend bien entendu l'établissement d'un planning pour les arrêts des cimenteries, car celles-ci ne doivent pas s'arrêter simultanément avec toutes les conséquences que cette action engendrera. « Il y a un manque de régulation et de contrôle, et les cimenteries font la loi », s'écrit le président de la CGP-BTPH, déplorant l'absence de communication au

niveau des cimenteries. « Au niveau de la cimenterie de Zahana, par exemple, nous n'avons même pas d'interlocuteur, les DG sont absents et ils laissent un directeur commercial qui fait la pluie et le beau temps. A côté, la spéculation bat son plein, tout ceci n'est pas normal car c'est toute l'économie qui va en pâtir », dénonce Abdelmadjid Dennouni qui explique qu'il y a énormément de retards dans la réalisation des logements. Pour lui, il y a lieu de régler le problème à la racine en régulant

d'abord (plannings des arrêts). Concernant le rond à béton, Abdelmadjid Dennouni a expliqué que la dépréciation de la monnaie nationale a fait augmenter les prix de ce matériau. « Cela alors même que la Banque centrale se plaît à dire qu'il va y avoir encore une autre dévaluation du dinar », tonne M. Dennouni.

A noter que le ministère du Commerce a soumis l'importation du ciment et le rond à béton à des licences d'importation à partir de cette année. L'opération du dépôt des dossiers pour bénéficier des contingents quantitatifs à l'importation est clôturée, a annoncé le département de Bakhti Bélaïb. Récemment, M. Bélaïb a accusé certains opérateurs qui ont importé ou qui s'approprient à réaliser des opérations d'importation sous l'ancien régime, ont estimé que cette mesure (licences d'importation) allait momentanément provoquer une perturbation sur le marché, ont commencé à anticiper par des augmentations des prix, assurant toutefois que les prix allaient se stabiliser bientôt.

Y. D.

DES EXPERTS ALERTENT :

«Il faut redoubler de vigilance face au virus Zika»

Des experts demandent de redoubler de vigilance face au virus Zika. Selon eux, le problème ne relève pas uniquement du ministère de la Santé, mais il faut installer une cellule de prévention interministérielle, en mesure de riposter si nécessaire. Contrairement aux déclarations du ministère de la Santé, ces experts affirment que le moustique Aedes, principal vecteur du virus Zika, existe en Algérie.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Sans vouloir être alarmiste, le professeur Mustafa Khiati, président de la Forem (Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche), estime que les mesures de prévention existantes contre le virus Zika sont insuffisantes. « Nous sommes face à un défi sanitaire d'une dimension d'un problème de sécurité, et la réponse à ce risque ne peut pas être technique mais il faut des réponses adéquates et générales » a indiqué Mustafa Khiati, qui s'exprimait hier au forum du quotidien *El Moudjahid*. Selon lui, il faudra installer une cellule interministérielle au niveau du Premier ministère pour prendre des mesures si nécessaire. Selon le virologue Yahia Mekki, pour éviter la catastrophe il faudra commencer par éviter la propagation des moustiques vecteurs de ce virus. D'ailleurs, affirme-t-il, ce moustique, Aedes, existe bel et bien en Algérie. Ces moustiques, dit-il, on les trouve dans les eaux usées, les eaux stagnantes et les déchets jetés au niveau des marchés des fruits et légumes. C'est pourquoi, dit-il, il faut élever la barre de précautions.

D'autant que, poursuit-il, ce moustique se multiplie pendant les mois de mars et avril. Pourtant, dans son communiqué, le ministère de la Santé, qui se réfère au laboratoire national de référence des arboviroses et le réseau de surveillance entomologique de l'Institut Pasteur d'Algérie, a indiqué que le principal vecteur du virus Zika, le moustique Aedes aegypti, n'a pas été rencontré dans notre pays. Selon ce virologue, 70% des cas contaminés vont guérir. Cependant, ils constituent un réservoir de contamination puisqu'ils gardent le virus pendant une dizaine de jours dans leur corps. La contraction de Zika est vectorielle, dans la majorité des cas, mais le virus peut aussi être transmis par le sperme ou par le sang. L'intervenant a expliqué que le virus

Zika, apparu pour la première fois en 1947 en Ouganda, est de la même famille que le virus de la dengue et du chikungunya.

En 2013, il a atterri en Polynésie française et en octobre 2015, le virus Zika a contaminé 1,5 million de personnes au Brésil. Face à la rapidité de sa propagation au niveau mondial, l'OMS a lancé une alerte le 1^{er} février dernier. Les experts estiment que près de 4 millions de

personnes seront affectées sur le continent américain. La Guadeloupe et la Martinique sont déjà entrées en phase épidémique et les premiers cas sur le territoire européen viennent d'être détectés.

Le virus Zika est soupçonné de provoquer des troubles neurologiques notamment le syndrome de Guillain-Barré et des paralysies respiratoires ainsi que des malformations chez les

nouveau-nés. L'infection au virus ne provoque pas de symptômes à part une fièvre ou des courbatures. La contraction est immunisante, ce qui signifie qu'on ne peut contracter le virus qu'une seule fois. Le collège des experts réuni la semaine dernière au ministère de la Santé a écarté le risque du virus en Algérie.

S. A.

TRANSPORTS

Les 4 nouveaux groupes installés

Comme annoncé dans notre édition de samedi passé (voir Le Soir d'Algérie édition du samedi 13 février), une nouvelle restructuration du secteur des transports a vu le jour officiellement hier. C'était lors d'une rencontre qui a eu lieu à l'hôtel de Béni-Messous avec la participation d'au moins cinq ministres et le secrétaire général de l'UGTA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le pari est, certes, ambitieux mais il est tributaire de la volonté réelle des pouvoirs publics à redonner au secteur les moyens appropriés matériels et humains pour le hisser à la place qui est la sienne. Hier, lors de la présentation de la nouvelle réorganisation du secteur public marchand du secteur des transports, il a été mis en exergue les grands axes du plan d'action de cette nouvelle réorganisation qui s'appuie notamment sur « la mise en place d'une gestion rationnelle des ressources humaines, la formation, la mise à niveau et la certification ».

Or, on apprend de source sûre que les « managers » siégeant au sein des quatre groupes ne présentent pas tous un profil à même de donner une dynamique au secteur. Pour preuve, une grande partie d'entre eux étaient des anciens « directeurs » et autres « directeurs centraux », aujourd'hui à la retraite mais à qui le ministre des Transports a fait « appel » et que lors de leur « règne » à la tête des entreprises publiques des transports, leur bilan « était des plus

négatifs ». D'ailleurs, lors de son intervention, le secrétaire général de l'UGTA n'y est pas allé par trente-six chemins pour déclarer que « si on n'agit pas maintenant, on va se retrouver face à la crise des années 90, autrement dit face au plan d'ajustement structurel, dont la conséquence directe est la fermeture des entreprises et le licenciement des travailleurs ».

« C'est la conjugaison de nos efforts au pluriel », a lancé Sidi-Saïd. Ce dimanche, quatre groupes publics du secteur des transports ont été mis en place, et ce, dans le cadre de la réorganisation du secteur public marchand décidée par les pouvoirs publics en 2014. Il s'agit du Groupe des services portuaires (Serport), du Groupe de transport maritime (Gatma), du Groupe transport de marchandises et de logistique (Logitrans) et du Groupe transports terrestres de voyageurs (Transtev). Ces Groupes viennent en remplacement de trois Sociétés de gestion des participations de l'Etat du secteur (Sogeport, Gestamar et Fibder), qui englobent 48 entreprises publiques économiques (EPE)



Une nouvelle restructuration du secteur des transports a vu le jour hier.

ainsi que d'autres entreprises à caractère économique et industriel (Epic) sous tutelle du ministère des Transports. Suite à cette restructuration, le nouveau groupe Serport (capital de 54 milliards de dinars) sera chargé de la gestion portuaire à travers dix entreprises portuaires et une entreprise de gestion des ports de pêche, ainsi que de la gestion des services portuaires à travers trois sociétés mixtes dédiées aux conteneurs et deux sociétés mixtes de logistique. D'un capital de 22 milliards de dinars, le deuxième groupe Gatma regroupera les deux filiales de la Compagnie nationale de navigation (Cnan), l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), l'Entreprise nationale de réparation navale (Erenav) et cinq autres filiales chargées de la consignation de navire et activités connexes. Quant au groupe Transtev, doté d'un capital de 3 milliards de

dinars, il regroupera l'Entreprise de métro d'Alger (EMA), la Société d'exploitation des tramways (Setram), l'Entreprise de transport algérien par câbles (Etac), la Société de gestion de la gare routière d'Alger (Sogral) et cinq filiales de transport de voyageurs par car.

Pour le groupe Logitrans (capital de 2 milliards de dinars), dont la mission est de gérer le transport des marchandises et la logistique, il sera constitué de sept filiales relevant de la Société nationale du transport routier (SNTR). Le ministre des Transports a tenté d'avancer les arguments de cette nouvelle réorganisation, mais la palme revient au SG de l'UGTA, qui a plaidé pour l'urgence de « libérer » l'initiative des gestionnaires des entreprises. Selon lui, « l'ère des diktats est finie » car ce n'est qu'avec une liberté de gestion que ces entreprises « auront de bons résultats ».

A. B.